

: TOUS LES ETATS EUROPÉENS DOIVENT INTERDIRE LES BASM

Lors d'une récente conférence de presse à Bruxelles, le mouvement Handicap International a demandé aux États qui ne l'ont pas encore fait de ratifier sans retard la Convention sur les armes à sous-munitions et de respecter leurs promesses de destruction des stocks, de déminage et d'assistance aux victimes. Quatorze mois après sa signature à Oslo, 104 pays ont déjà signé la Convention sur les armes à sous-munitions tandis que 28 autres l'ont ratifiée. Toutefois, les pays et les communautés concernés ont toujours un besoin urgent d'assistance.

Deux autres États doivent ratifier cette convention pour qu'elle puisse entrer en vigueur après six mois. En Europe, le Danemark vient de le faire (12 février) alors que la Moldavie est sur le point de le faire. La Bulgarie, Chypre, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Lituanie, les Pays-Bas, le Portugal, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède n'ont pas encore finalisé leur processus de ratification tandis que l'Estonie, la Finlande, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie n'en sont pas encore signataires.

Handicap International appelle les pays européens qui ne l'ont pas encore fait à signer, à ratifier et à mettre en œuvre cette Convention. L'ONG demande aussi à l'Union Européenne de renforcer son soutien aux communautés victimes des mines et des armes à sous-munitions. Les survivants espèrent en effet une amélioration significative et durable de leur vie quotidienne.

De la Belgique, le premier pays au monde à avoir interdit les mines et les armes à sous-munitions, comme du Luxembourg, Handicap International attend une mise en œuvre complète de leur propre législation en la matière, et notamment de leurs volets sur le financement. En effet, la Belgique avait promis la publication d'une liste noire des fabricants d'armes à sous-munitions pour le 1er mai 2008 et la destruction de ses propres stocks d'armes à sous-munitions pour le 9 juin 2009. Malheureusement, force est de constater que ces deux promesses n'ont pas encore été respectées à ce jour.

En ce qui concerne l'assistance aux victimes, le récent rapport de Handicap International, « *Voices from the Ground* » montre que la plupart des gouvernements à travers le monde ne respectent pas leurs promesses de soutenir comme il se doit les survivants des explosions de mines et d'armes à sous-munitions et de favoriser leur réinsertion sociale. 65% des survivants admettent que leur gouvernement ne dispose pas de ressources suffisantes pour les aider, et seuls 15% estiment qu'il existe une volonté politique suffisante pour garantir une amélioration de leurs conditions de vie. Handicap International demande dès lors aux pays concernés de s'appropriier pleinement les projets et les programmes d'aide aux victimes et en faveur des personnes en situation de handicap. L'organisation demande également aux États donateurs de leur apporter à cette fin un soutien efficace.

15 février 2010